



Mardi 16 novembre 1954,  
à 10 h. 55

**New-York**

**SOMMAIRE**

Point 49 de l'ordre du jour :

Rapport de la Commission du droit international sur  
les travaux de sa sixième session (chapitre III)  
[suite] ..... 139

**Président: M. Francisco V. GARCIA AMADOR**  
(Cuba).

**POINT 49 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Rapport de la Commission du droit international  
sur les travaux de sa sixième session (chapitre  
III) [A/2693, A/C.6/L.338] (suite)**

**DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)**

1. M. TRIKUMDAS (Inde) tient à féliciter la Commission du droit international du travail qu'elle a accompli en mettant au point le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité (A/2693, par. 54).

2. Passant à l'examen du projet de résolution présenté par le Brésil, le Canada, le Danemark et l'Inde (A/C.6/L.338), il regrette que la délégation de l'URSS se soit élevée, à la 422<sup>ème</sup> séance, contre l'emploi du mot "félicite" au paragraphe 1 du dispositif : il estime, en effet, contrairement au représentant de l'Union soviétique, que le mot "félicite" n'emporte pas approbation. Toutefois, de manière à faciliter un accord aussi large que possible sur le texte en discussion, il propose, au nom de sa délégation et des autres auteurs du projet, de supprimer le paragraphe 1. Le paragraphe 2 deviendrait le paragraphe unique du dispositif.

3. M. Trikumdas fait ressortir combien il serait illogique que la Commission se prononce, à la présente session, sur le projet de code et en particulier sur l'article 2 avant de savoir quels seront la nature et le contenu de la définition de l'agression dont le nouveau Comité spécial recommandera l'adoption en 1956. Si la Commission prend maintenant une décision et si la définition qui sera proposée se rapproche du type de définition énumérative préconisée par l'URSS, de nombreux actes qui seront qualifiés actes d'agression dans cette définition figureront déjà dans certains paragraphes de l'article 2 du projet de code.

4. Il est indispensable que les deux textes s'harmonisent autant que possible. Le meilleur moyen d'assurer cette harmonie consiste, d'après les auteurs du projet commun, à attendre, pour élaborer un projet de code, que le nouveau Comité spécial pour la question de la définition de l'agression ait présenté son rapport. Ce faisant, on éviterait également des débats inutiles parce que prématurés.

5. Le représentant de l'Inde se réserve le droit de reprendre la parole au cas où le projet de résolution commun ne serait pas adopté par la Commission.

6. M. BALICKI (Pologne) présente tout d'abord quelques observations en réponse à l'intervention faite à la 421<sup>ème</sup> séance par le représentant des Pays-Bas. Il estime, contrairement à M. Röling, que les dispositions législatives nationales sur les crimes internationaux sont la preuve des intentions pacifiques de l'Etat qui les édicte, et rappelle que le représentant de l'Union soviétique a formulé des critiques justifiées contre la thèse du représentant des Pays-Bas.

7. Traitant ensuite du projet de résolution commun, M. Balicki admet qu'en raison des liens qui unissent les deux questions, il est difficile de codifier les crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité sans élaborer une définition de l'agression. Le projet de résolution lui paraît donc utile. Cependant, tout en reconnaissant l'importante contribution apportée par chacun des membres de la Commission du droit international, il juge inopportun que l'on félicite cette commission des travaux qu'elle a accomplis, car les résultats obtenus sont nettement insuffisants. Aussi constate-t-il avec satisfaction que les auteurs du projet de résolution ont décidé de supprimer le paragraphe 1 du dispositif.

8. Il votera en faveur du texte ainsi modifié.

9. M. AYCINENA SALAZAR (Guatemala) rappelle que sa délégation s'est prononcée en faveur d'une définition mixte de l'agression ; il est donc heureux de noter que le projet de code s'inspire de ce type de définition.

10. Dans un monde qui souffre encore des épreuves douloureuses qu'il a récemment subies, un code de ce genre est indispensable. Mais on ne peut dire que le projet dont la Sixième Commission est saisie soit complet. Ainsi, les crimes mentionnés à l'article 2, paragraphe 11, ne comprennent pas la torture, dont certains gouvernements, désireux de se maintenir au pouvoir par tous les moyens, ne répugnent pas à faire usage. Or, s'il est naturel qu'un gouvernement se défende, il doit lui être interdit d'instaurer la terreur et de recourir à des méthodes que condamnent la morale et la justice les plus élémentaires. C'est là non seulement une question politique et juridique, mais une question d'humanité.

11. Un code tel que celui qui est proposé par la Commission du droit international aurait le mérite de préciser les droits et les devoirs des gouvernements et de contribuer à faire du régime démocratique une réalité. Il traduirait les principes formulés par le Tribunal de Nuremberg et serait la consécration de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948.

12. Le représentant du Guatemala aurait voulu que la Sixième Commission adopte et proclame le plus tôt possible le code des crimes contre la paix et la sécurité

de l'humanité. Mais la définition de l'agression et l'élaboration de la liste des crimes figurant dans ce code sont deux questions connexes, et il faut donc attendre, pour poursuivre l'examen du projet, que le Comité spécial pour la question de la définition de l'agression ait présenté son rapport en 1956. C'est pourquoi il se prononce en faveur du projet de résolution commun.

13. M. HSU (Chine), constatant que plusieurs délégations ont parlé du paragraphe 11 de l'article 2 du projet de code, tient à rappeler que la rédaction de ce texte a donné lieu à une discussion longue et approfondie à la Commission du droit international. Il y aurait intérêt à se reporter aux comptes rendus analytiques de ces débats, qui sont contenus dans les documents A/CN.4/SR.267 (p. 8 à 12), A/CN.4/SR.268 (p. 3 à 6), A/CN.4/SR.269 (p. 6 à 12) et A/CN.4/SR.270 (p. 5 à 8).

14. M. MAURTUA (Pérou) rappelle que l'Assemblée générale, après avoir, par sa résolution 95 (I), confirmé les principes de droit international reconnus par le Statut du Tribunal de Nuremberg et par le jugement de ce tribunal, a, par sa résolution 177 (II), chargé la Commission du droit international de formuler ces principes et de préparer également un projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. En outre, par sa résolution 488 (V), elle a invité cette commission à tenir compte, dans la formulation, de toutes les observations que les gouvernements avaient présentées ou pourraient présenter.

15. Forte d'avoir en quelque sorte reçu carte blanche de l'Assemblée générale, la Commission du droit international a retouché sérieusement la formulation antérieure et certains des principes eux-mêmes.

16. Partant de ces données assez imprécises, la Commission du droit international s'est efforcée de rédiger un code qui est, nécessairement, une œuvre improvisée et théorique, et non ce qu'il devrait être: une cristallisation des réalités. A la 421<sup>ème</sup> séance, le représentant des Pays-Bas a dit que le projet de code contient quatre catégories de règles. Il est fatal, dans ces conditions, qu'il manque d'unité. M. Röling a parlé également des principes révolutionnaires auxquels il convient de don-

ner une forme légale. Une œuvre valable de codification ne se fait pas à coup de révolutions.

17. Le représentant du Pérou fait observer également que la Commission du droit international, en procédant comme elle l'a fait à son œuvre de codification, est sortie du cadre que lui impose l'article 15 de son statut.

18. Certains éléments fondamentaux font défaut dans le projet soumis à la Sixième Commission. Ce projet ne traite ni des garanties données par les pouvoirs publics, ni du régime des peines, ni de la question de compétence, ni des circonstances qui peuvent atténuer ou aggraver la responsabilité. M. Maúrtua fait observer, comme il l'a déjà fait, que la Commission du droit international ne donne aucune définition du "crime" comme notion de droit international.

19. Le représentant du Pérou relève plusieurs contradictions entre les différents paragraphes de l'article 2 du projet. Il souligne que l'article 3 risque de créer des conflits entre le projet de code et les législations nationales, notamment en ce qui concerne les pays démocratiques de l'Amérique latine, et qu'il ne prévoit rien en vue du règlement de ces conflits. Enfin, l'article 4 introduit un élément grave d'insécurité, par exemple dans l'organisation des forces armées.

20. M. RÖLING (Pays-Bas) se réserve le droit de répondre, à la séance suivante, à certaines critiques formulées contre sa première intervention.

21. Il voudrait aussi faire connaître son opinion sur le projet de résolution dont la Commission est saisie (A/C.6/L.338) et a l'intention de présenter, soit un amendement, soit un autre projet de résolution, car il estime que la simple motion tendant à ajourner l'examen de la question est insuffisante. Il convient, à son avis, de rechercher une méthode plus constructive qui permettrait de tirer profit des deux années qui vont s'écouler avant que le nouveau Comité spécial pour la question de la définition de l'agression ne présente son rapport.

22. Le PRESIDENT propose de clore la liste des orateurs désirant prendre part à la discussion générale.

*Il en est ainsi décidé.*

La séance est levée à 11 h. 40.